



VILLE DE
Millau

www.millau.fr

PERMISSION DE VOIRIE
et RECEPISSE de DICT

n° **9495**

INEO M.P.L.R
1252 av de l'Aigoual
BP 40321

12100 Millau

SERVICE

DEPLACEMENT

DOMAINE PUBLIC

TEL: 05.65.61.41.80

affaire suivie par

Daniel GARRIC

TEL: 05.65.61.41.82

- Travaux avec tranchée
- Réfection de tranchée
- Réalisation d'entrée surbaissée
- Implantation de poteau
- Sondages géotechnique

X

Le Maire de Millau,

- Vu le Décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6, L3221-4 et L3221-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu l'Arrêté Municipal n°736 du 20 novembre 1996, fixant les conditions de réalisation de travaux sur la voirie communal,
- Vu le Règlement de Voirie du 08 novembre 1996, fixant les conditions de réalisation de travaux sur le domaine public communal,
- Vu l'état des lieux,
- Vu la demande en date du :.... **26/01/23**

par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de procéder à des travaux sur les voies communales suivantes :

- **traverse des Potiers entre lecentre commercial "La Capelle" et le poste ENEDIS**

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTION TECHNIQUES

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux indiqués dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et aux conditions particulières suivantes:

- **réfection chaussée : 5 cm de BB 0/6**
- **remettre en place les potelets qui délimitent la "Zone Bleue"**
-
-
-

- Dans le cas où, la circulation et (ou) le stationnement seraient modifiés, un arrêté temporaire sera prescrit, par dérogation aux dispositions de l'arrêté n°438 du 26 mai 2015, réglant la circulation et le stationnement sur la commune de Millau.

- **PJ : arrêté de stationnement**

ARTICLE 2 - SIGNALISATION - ACCES

L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la pose de la signalisation du chantier et la maintenance permanente.

Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre, à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service de la Communauté de Commune Millau Grands Causses.

ARTICLE 3 - DELAI D'EXECUTION

La présente permission n'est valable que pour la période du :.....

13/02 au 24/02 /2023

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITE

La présente permission n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

ARTICLE 5 - RECEPISSE DICT

L'emplacement actuel de nos ouvrages d'Eclairage Public ne figure sur aucun plan de récolement.

En conséquence, veuillez prendre contact avec le Service Eclairage Public / Voirie - Centre Technique Municipal rue Etienne Delmas 12100 Millau - au 05.65.60.97.40, afin de procéder en commun, au repérage de l'emplacement des ouvrages et d'arrêter les mesures à prendre pour préserver la sécurité de nos réseaux.

ARTICLE 6 - AMPLIATION

La présente permission de voirie sera adressée :

- 1 - au Pétitionnaire
- 2 - au Directeur des Services Techniques
- 3 -

Fait à Millau le,

27/01/2023

Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux



Bernard GREGOIRE

ARRETE N° 2023 / 0112
REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE - Interdiction de Stationnement

Services Techniques

LE MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,
Vu l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,

Considérant la demande de l'entreprise **INEO M.P.L.R 1252 avenue de l'Aigoual BP 40321 12100 Millau effectuant un raccordement électrique pour le compte d'ENEDIS.**

Considérant les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait **ces travaux** ;

Considérant qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

ARRETE

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

Le stationnement de tout véhicule autre que ceux indispensables aux travaux sera interdit :

Traverse des Potiers sur les 4 emplacements "zone bleue" du 13/02 au 24/02/23 au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Dans le cas où un véhicule ne respectait pas l'interdiction de stationnement et gênerait, le Commissaire de Police ainsi que le chef de service de la Police Municipale pourra procéder à l'enlèvement du véhicule litigieux au frais du propriétaire de celui-ci.

ARTICLE V : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE VI : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VII : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 27 janvier 2023

Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux
Bernard GREGOIRE



